

© OECD, 2002.

© Software: 1987-1996, Acrobat is a trademark of ADOBE.

All rights reserved. OECD grants you the right to use one copy of this Program for your personal use only. Unauthorised reproduction, lending, hiring, transmission or distribution of any data or software is prohibited. You must treat the Program and associated materials and any elements thereof like any other copyrighted material.

All requests should be made to:

Head of Publications Service,  
OECD Publications Service,  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France.

© OCDE, 2002.

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférentes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,  
Service des Publications de l'OCDE,  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France.

## Royaume-Uni

L'économie du Royaume-Uni a jusqu'à présent mieux résisté au ralentissement de la conjoncture que celle de tous les autres grands pays européens. La politique budgétaire expansionniste et le moindre freinage exercé par le solde extérieur devraient assurer une timide reprise de la croissance cette année, malgré un ralentissement de la consommation. L'investissement des entreprises et les exportations reprenant, l'écart conjoncturel devrait commencer à se resserrer en 2004, l'inflation revenant au taux retenu comme objectif par les autorités.

La dégradation récente et à venir du solde financier du secteur public n'est pas un motif d'inquiétude dans l'immédiat étant donné la faiblesse relative de l'endettement. La « règle d'or » sera probablement respectée au cours du cycle actuel, mais la situation de départ étant moins favorable, il sera plus difficile d'y satisfaire au cours du prochain cycle. La récente détente de la politique monétaire, bien que justifiée par les signes d'affaiblissement de la demande intérieure et internationale, peut activer le marché du logement et ne contribue en rien à réduire le risque d'une soudaine décélération, voire d'un brusque effondrement, des prix de l'immobilier résidentiel.

La croissance du PIB s'est ralentie à 1.8 pour cent en 2002, soit plus de deux fois le taux relevé dans l'ensemble de la zone euro. Les dépenses sont cependant restées le principal facteur de croissance. Au cours de chacune des sept dernières années, la consommation a progressé nettement plus vite que la production et le solde extérieur a exercé un effet de freinage sur l'activité. De plus, la consommation publique a elle aussi fortement augmenté en 2002, tandis que l'on constatait un recul de l'investissement des entreprises et des exportations.

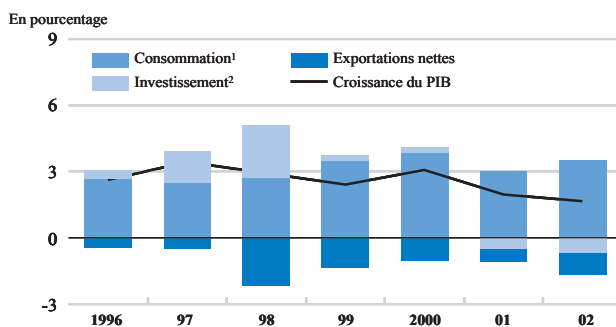
**La croissance s'est ralentie**

La consommation privée est restée dynamique en 2002 malgré une forte contraction du patrimoine boursier, la hausse des prix des logements, qui était ces derniers temps de l'ordre de 20 à 25 pour cent par an, ayant entraîné une augmentation partiellement équivalente du patrimoine immobilier. Elle a aussi conduit à une forte progression du rapport entre la dette garantie et le revenu de sorte qu'une part croissante des dépenses des consommateurs est financée par des emprunts hypothécaires à des fins autres que le logement. Néanmoins, la chute des ventes de détail en janvier et en février suggère un net affaiblissement de la consommation au début de 2003. Bien que certains signes indiquent un ralentissement du marché du

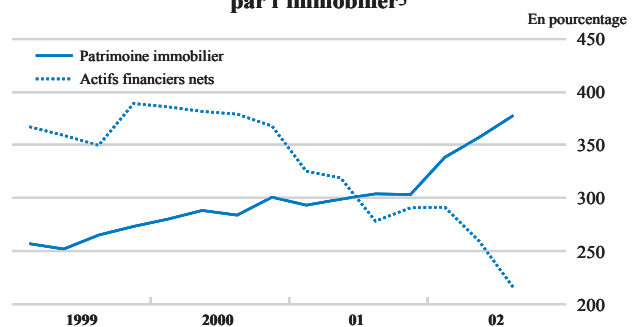
**La consommation s'est récemment affaiblie**

### Royaume-Uni

**La consommation tire la croissance**



**Le patrimoine des ménages est soutenu par l'immobilier<sup>3</sup>**



1. Publique et privée.
  2. Y compris les stocks.
  3. En pourcentage du revenu disponible.
- Source : National Statistics et OCDE.

Royaume-Uni : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2000	2001	2002	2003	2004
Emploi	1.1	0.8	0.7	0.2	0.5
Taux de chômage <sup>a</sup>	5.5	5.1	5.2	5.4	5.2
Rémunération des salariés	6.5	5.9	4.8	4.5	4.5
Coûts unitaires de main-d'œuvre	3.3	3.8	3.0	2.4	1.9
Revenu disponible des ménages	5.4	7.4	3.5	3.5	3.6
Déflateur du PIB	2.2	2.3	3.2	1.8	2.3
Indice des prix à la consommation <sup>b</sup>	2.1	2.1	2.2	3.1	2.8
Déflateur de la consommation privée	0.7	0.9	0.8	0.9	1.0

a) En pourcentage de la population active.

b) Indice de prix de vente au détail excluant les prêts hypothécaires RPIX.

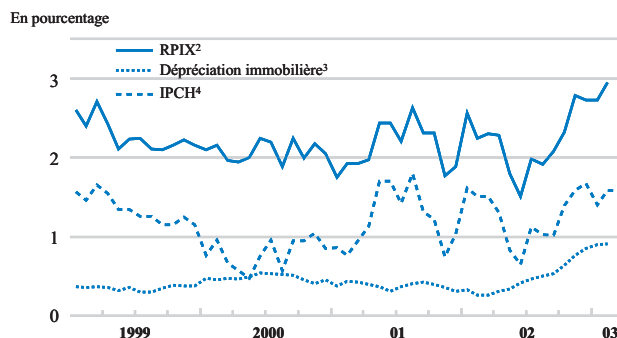
Source : OCDE.

logement résidentiel, la forte dégradation de la confiance des consommateurs, probablement liée à la guerre en Irak, pourrait être davantage responsable de cet essoufflement de la consommation.

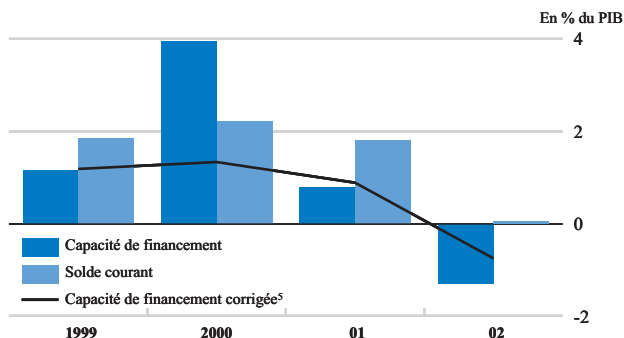
*L'investissement des entreprises et les exportations manquent de dynamisme*

L'investissement réel des entreprises a diminué de plus de 12 pour cent entre la fin de l'an 2000 et le début de 2002 et n'a depuis lors fait apparaître aucun signe de reprise malgré la poursuite de la croissance de l'activité. Cette faiblesse tient à une diminution de la rentabilité, aux perspectives moroses de la demande dans le secteur manufacturier et, plus récemment, aux incertitudes géopolitiques. Un autre facteur récent, qui pourrait lui aussi retarder une reprise de l'investissement, est le fait que les entreprises pourraient consacrer des fonds au renforcement de leurs régimes de pension, affectés par la chute des cours boursiers. Si les exportations globales exprimées en volume ont plus ou moins conservé leur part de marché depuis 1999, le volume des exportations de produits manufacturés a diminué de plus de 6 pour cent au quatrième trimestre de 2002, encore que ce phénomène puisse être dû à des facteurs erratiques qui pourraient fort bien s'inverser au début de 2003.

## Royaume-Uni

L'inflation des prix de détail a repris<sup>1</sup>

## L'orientation budgétaire s'assouplit



1. Variation par rapport à la même période de l'année précédente.

2. Indice des prix de détail hors paiements d'intérêts sur emprunts hypothécaires ; données corrigées des variations saisonnières.

3. Contribution à la variation du RPIX.

4. Indice des prix à la consommation harmonisé.

5. Corrigé des variations cycliques, en pourcentage du PIB potentiel.

Source : National Statistics et OCDE.

## Royaume-Uni : Indicateurs financiers

	2000	2001	2002	2003	2004
Taux d'épargne des ménages <sup>a</sup>	4.3	5.5	5.2	5.5	5.8
Solde financier des administrations publiques <sup>b</sup>	3.9	0.8	-1.3	-1.9	-2.2
Balance des opérations courantes <sup>b</sup>	-2.0	-1.3	-0.8	-1.4	-2.0
Taux d'intérêt à court terme <sup>c</sup>	6.1	5.0	4.0	3.8	4.3
Taux d'intérêt à long terme <sup>d</sup>	5.3	4.9	4.9	4.5	5.1

a) En pourcentage du revenu disponible.

b) En pourcentage du PIB.

c) Taux interbancaire à 3 mois.

d) Obligations d'État à 10 ans.

Source : OCDE.

### Les taux d'intérêt ont été récemment réduits

Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre a réduit les taux officiels des opérations de pension de ¼ de point de pourcentage en février 2003, en raison de la faiblesse attendue de la demande tant extérieure que locale. La décision a été prise bien que l'indice des prix de détail hors paiements d'intérêt sur emprunts hypothécaires (RPIX) ait augmenté de 2.7 pour cent en taux annuel, soit plus que l'objectif de 2½ pour cent, en partie du fait de la contribution plus importante de l'amortissement des logements après la montée en flèche des prix de ces derniers. Les autres mesures de l'inflation restent faibles et stables. Ainsi, le taux d'inflation selon la mesure harmonisée des prix à la consommation a été l'un des plus bas de l'Union européenne. La hausse des salaires est restée relativement stable, le taux de chômage étant proche de son niveau structurel à un peu plus de 5 pour cent.

### La politique budgétaire a été assouplie

Le solde financier des administrations publiques s'est dégradé, l'excédent de ¾ pour cent de PIB observé en 2001 faisant place à un déficit de 1¼ pour cent de PIB en 2002 ; correction faite des variations cycliques, la politique budgétaire a été assou-

## Royaume-Uni : Demande et production

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	Prix courants milliards de £	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	591.6	5.2	4.1	3.8	2.2	2.3
Consommation publique	166.6	2.1	2.5	3.8	2.1	2.8
Formation brute de capital fixe	153.5	1.9	1.0	-3.2	1.9	6.7
Secteur public <sup>a</sup>	11.5	5.3	4.2	10.3	9.6	17.0
Secteur privé : résidentiel	33.8	0.8	-3.5	12.2	3.2	2.1
Secteur privé : autres	108.2	1.8	1.6	-8.0	0.5	6.4
Demande intérieure finale	911.7	4.0	3.3	2.6	2.2	3.1
variation des stocks <sup>b</sup>	6.3	-0.1	-0.6	-0.1	0.3	0.4
Demande intérieure totale	918.0	3.9	2.6	2.5	2.4	3.4
Exportations de biens et services	236.6	10.1	0.9	-1.0	2.1	8.4
Importations de biens et services	252.2	11.7	2.3	1.5	2.9	9.6
exportations nettes <sup>b</sup>	-15.6	-1.1	-0.6	-0.9	-0.5	-1.1
PIB aux prix du marché	902.5	3.1	2.1	1.8	2.1	2.6

a) Y compris les entreprises publiques et nationalisées.

b) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : OCDE.

## Royaume-Uni : Indicateurs extérieurs

	2000	2001	2002	2003	2004
	Milliards de \$				
Exportations de biens	284.5	273.8	279.1	301	329
Importations de biens	330.4	322.0	331.0	367	403
Balance commerciale	- 45.9	- 48.2	- 52.0	- 66	- 74
Solde des invisibles	17.1	30.3	38.9	42	37
Balance des opérations courantes	- 28.7	- 17.9	- 13.1	- 24	- 37
	Pourcentages de variation				
Exportations de biens en volume <sup>a</sup>	11.4	0.8	- 1.8	0.5	9.0
Importations de biens en volume <sup>a</sup>	11.8	2.9	1.4	2.2	9.6
Résultats à l'exportation <sup>b</sup>	- 0.6	0.8	- 4.1	- 3.9	1.2
Termes de l'échange	0.9	0.5	2.2	- 1.1	0.0

*a)* Statistiques douanières.

*b)* Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens.

Source : OCDE.

plie de 1<sup>3</sup>/<sub>4</sub> pour cent de PIB. Cette variation peut s'expliquer à peu près pour moitié par l'augmentation des dépenses en biens et services, dans le but principalement de remédier aux lacunes de longue date du système de santé et de l'enseignement. Le solde est dû à une faiblesse plus importante que prévu de la ponction fiscale, notamment du produit des impôts sur les sociétés, affecté par la baisse des prix des actifs. Les prévisions ont été finalisées avant le budget du 9 avril qui a confirmé l'intention des autorités d'accroître fortement les dépenses publiques mais sans modifications majeures de la fiscalité. Du fait de la croissance ininterrompue des dépenses publiques, la détente de la politique budgétaire représentera l'équivalent d'environ 1/2 pour cent de PIB cette année. En l'absence de tout redressement de la ponction fiscale sur les sociétés, et malgré la hausse précédemment annoncée des cotisations à l'assurance nationale qui entrera en vigueur au mois d'avril, le déficit des administrations publiques devrait encore se creuser pour s'établir à 2<sup>1</sup>/<sub>4</sub> pour cent du PIB d'ici 2004.

***La croissance s'accélénera avec la reprise des exportations, puis de l'investissement***

L'évolution de différents indicateurs, notamment la baisse de l'indice des directeurs d'achats et la faiblesse des ventes de détail, suggère un ralentissement de la croissance au début de 2003. Même lorsque les effets exercés sur la confiance des consommateurs du fait de la guerre en Irak se seront dissipés, plusieurs facteurs pourraient contribuer à un ralentissement de la consommation privée. Il pourrait notamment s'agir d'une décélération progressive des prix des logements, d'une dégradation des termes de l'échange et de l'impact sur le revenu disponible des relèvements des cotisations à l'assurance nationale et d'un ralentissement de la croissance de l'emploi. La consommation pourrait néanmoins progresser encore d'environ 2 pour cent en 2003 et 2004, ce taux étant cependant le plus faible observé depuis le milieu des années 90. Les exportations se redresseront sans doute progressivement parallèlement à la croissance des marchés extérieurs, et devraient gagner quelques timides parts de marchés au cours des deux prochaines années en raison de la baisse de près de 5 pour cent du taux de change effectif pendant le premier trimestre de 2003. C'est seulement l'an prochain, une fois que l'investissement fixe des entreprises reprendra et que les échanges mondiaux se renforceront, que la croissance s'établira à plus de 2<sup>1</sup>/<sub>2</sub> pour cent, soit au-dessus du taux potentiel.

A court terme, l'indice des prix de détail hors paiements d'intérêts sur emprunts hypothécaires augmentera sans doute de plus de 3 pour cent du fait des pressions persistantes dues aux coûts d'amortissement des logements, aux relèvements attendus des impôts locaux et à une accélération de l'inflation importée à la suite de la dépréciation du sterling. Néanmoins, la production demeurant inférieure au taux potentiel, la part du logement dans l'inflation se réduisant et les prix du pétrole étant supposés rester à leur niveau actuel, l'inflation devrait se rapprocher de l'objectif en 2004. Dans la mesure où l'écart de production commencera à se résorber en 2004, les taux d'intérêt à court terme devront être relevés pour contenir les futures tensions inflationnistes.

*L'inflation reviendra  
au taux objectif*

Les prévisions concernant la demande tant intérieure qu'étrangère pourraient essentiellement devoir être revues à la baisse. Une chute du niveau des prix des logements qui, comparativement aux gains moyens, sont proches du point haut atteint à la fin des années 80, entraînerait un fort recul des dépenses de consommation. Les exportations pourraient être affectées si la reprise des échanges mondiaux tardait, ce qui pourrait affaiblir la reprise prévue de l'investissement des entreprises. À l'inverse, l'inflation pourrait mettre plus de temps pour revenir au taux fixé comme objectif si les récentes hausses de prix se traduisaient par des augmentations de salaires plus importantes que prévu, ce qui pourrait à son tour conduire à un certain durcissement de la politique monétaire.

*Les prévisions pourraient  
essentiellement devoir  
être revues à la baisse*

## **Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE***

### **N° 72, décembre 2002**

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles  
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi  
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique  
La persistance de l'inflation dans la zone euro

### **N° 71, juin 2002**

Conséquences économiques du terrorisme  
Les changements en cours du cycle économique  
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production  
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

### **N° 70, décembre 2001**

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics  
L'investissement en capital humain via l'enseignement et la formation postobligatoires  
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

### **N° 69, juin 2001**

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge  
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE  
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE  
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des microdonnées

### **N° 68, décembre 2000**

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international  
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE  
Prix des logements et activité économique  
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

### **N° 67, juin 2000**

La réforme de la réglementation dans les industries de réseau : enseignements à tirer et problèmes actuels  
Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE  
Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique  
Performance récente du marché du travail et réformes structurelles  
La politique monétaire dans un environnement financier en mutation

### **N° 66, décembre 1999**

L'ampleur et le rôle des stabilisateurs budgétaires automatiques  
La valorisation du travail  
La gestion de la dette publique à la croisée des chemins  
Profil international de la réglementation des marchés de produits

### **N° 65, juin 1999**

Évolution du marché du travail et stratégie de l'OCDE pour l'emploi  
Les défis de politique économique liés au changement climatique  
Le point sur les mouvements de capitaux vers les économies de marché émergentes

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Éditorial : Une reprise graduelle mais peu spectaculaire</b> .....	vii	
<b>I. Évaluation générale de la situation macroéconomique</b> .....	1	
Vue d'ensemble : une reprise lente .....	1	
Nature du cycle et risques géopolitiques .....	2	
Vents contraires sur les marchés financiers et cycle d'investissement .....	5	
Vigueur et dynamique générale de la reprise .....	10	
Les risques baissiers dominant toujours .....	18	
Enjeux de politique macroéconomique .....	21	
Accélérer la réforme structurelle pour stimuler la croissance et renforcer la résilience face aux chocs .....	31	
<i>Appendice</i> : Le scénario de référence à moyen terme .....	35	
<b>II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE</b> .....	41	
États-Unis..... 41	Corée ..... 84	Norvège ..... 113
Japon ..... 46	Danemark ..... 87	Nouvelle-Zélande ..... 116
Allemagne ..... 51	Espagne ..... 89	Pays-Bas ..... 119
France..... 56	Finlande ..... 92	Pologne ..... 122
Italie ..... 60	Grèce ..... 95	Portugal..... 125
Royaume-Uni..... 65	Hongrie..... 98	République slovaque..... 128
Canada..... 70	Irlande..... 101	République tchèque..... 131
Australie..... 75	Islande..... 104	Suède ..... 134
Autriche..... 78	Luxembourg..... 107	Suisse ..... 137
Belgique..... 81	Mexique..... 110	Turquie..... 139
<b>III. Évolutions dans un certain nombre d'économies non membres</b> .....	143	
Chine .....	145	
Fédération de Russie .....	146	
Brésil .....	148	
<b>IV. Après la bulle des télécommunications</b> .....	151	
Introduction.....	151	
Un retournement de situation.....	152	
Implications pour l'action des pouvoirs publics .....	160	
<b>V. Politiques structurelles et croissance</b> .....	169	
Introduction.....	169	
Tendances divergentes de la croissance .....	169	
Facteurs contribuant aux différences dans l'utilisation des ressources de main-d'œuvre .....	172	
Facteurs contribuant aux différences d'intensité de la formation de capital physique et humain .....	180	
Facteurs contribuant aux différences en matière de progrès technologique .....	186	
<b>VI. Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE</b> .....	193	
Introduction.....	193	
Profils de l'IDE .....	194	
Investissement direct étranger et échanges .....	198	
<b>VII. Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE</b> .....	203	
Introduction.....	203	
Les différents types d'obstacles à l'IDE .....	204	
Degré d'ouverture des pays de l'OCDE à l'égard de l'IDE en provenance de l'étranger vers 1998-2000.....	206	
La libéralisation de l'IDE depuis 1980 .....	208	



<b>VIII. Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger</b> .....	211
Introduction .....	211
Politiques et autres déterminants de l'investissement direct étranger .....	212
Effets de la réforme des politiques sur l'investissement étranger .....	217

<b>Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE</b> .....	223
--	-----

<b>Annexe statistique</b> .....	225
Classification des pays .....	226
Mode de pondération pour les données agrégées .....	226
Taux de conversion irrévocable de l'euro .....	226
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence .....	227
Tableaux annexes .....	229

## Encadrés

I.1. Qu'en est-il du surinvestissement ? .....	8
I.2. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales .....	11
I.3. Conséquences économiques de la diffusion du syndrome respiratoire aigu sévère .....	21
I.4. Réévaluation des soldes corrigés des variations cycliques .....	26
I.5. Hypothèses sous-tendant le scénario de référence à moyen terme .....	36
IV.1. La réforme réglementaire des marchés des télécommunications dans la zone OCDE .....	153
IV.2. Nouvelles technologies des télécommunications .....	155
VI.1. Investissement direct étranger : définition et sources de données .....	193
VI.2. Le commerce extérieur et les différents types d'IDE .....	200
VII.1. Accords internationaux sur l'investissement .....	204
VII.2. Indicateurs des restrictions à l'IDE .....	205
VIII.1. Politiques et IDE : l'analyse empirique de l'OCDE .....	212

## Tableaux

I.1. Croissance de la production .....	1
I.2. Prix du pétrole et des autres produits de base .....	10
I.3. Prévisions de croissance de la production à très court terme .....	13
I.4. Contributions aux variations du PIB en volume .....	14
I.5. Zone euro : résumé des prévisions .....	15
I.6. Productivité du travail, chômage, écarts de production et inflation .....	16
I.7. Commerce international et balances courantes en bref .....	17
I.8. Soldes financiers des administrations publiques .....	25
I.9. Dynamisme et résilience de la croissance dans les grands pays de l'OCDE .....	32
I.10. Résumé du scénario de référence à moyen terme .....	37
I.11. Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme .....	38
I.12. Croissance du PIB potentiel et de ses composantes .....	39
III.1. Prévisions pour la Chine .....	145
III.2. Prévisions pour la Fédération de Russie .....	147
III.3. Prévisions pour le Brésil .....	149
IV.1. Allocation des licences 3G dans les pays de l'OCDE .....	165
V.1. Croissance tendancielle moyenne du PIB par habitant sur certaines périodes .....	170
V.2. Dépense à différents niveaux d'éducation .....	185
VIII.1. Stocks d'IDE : effet théorique de la levée des restrictions à l'IDE .....	219

## Graphiques

I.1. Tensions et incertitudes dans l'économie mondiale, printemps 2003 .....	4
I.2. Variabilité de la croissance de la production et de l'investissement .....	7
I.3. Investissement privé aux États-Unis et dans la zone euro .....	9

I.4. Marges et taux d'utilisation .....	9
I.5. Taux de change effectifs réels .....	12
I.6. Épargne et investissement aux États-Unis .....	20
I.7. Utilisation des ressources, inflation et taux d'intérêt.....	22
I.8. Le budget fédéral américain en perspective à deux années d'intervalle.....	28
I.9. Déficit prévu et écart de taux d'intérêt aux États-Unis .....	29
IV.1. Structure du marché des réseaux fixes dans la zone OCDE .....	154
IV.2. Cours des actions de certains opérateurs télécom .....	156
IV.3. Taux de défauts de paiement en moyenne mobile sur 12 mois dans le secteur des télécommunications et dans l'ensemble du secteur industriel .....	157
IV.4. Taux d'utilisation des capacités des fournisseurs d'équipements de communications .....	158
IV.5. Abonnés au téléphone et à Internet dans la zone de l'OCDE .....	159
IV.6. Contribution des services de télécommunications à l'inflation sous-jacente dans la zone euro.....	161
IV.7. Taux de pénétration des réseaux à large bande dans les pays de l'OCDE, juin 2002 .....	162
V.1. Sources de la croissance du PIB tendanciel par habitant.....	171
V.2. Sources de la croissance de l'utilisation des ressources de main-d'œuvre .....	173
V.3. Estimations des taux de compensation bruts et nets .....	176
V.4. Variations des taux de chômage de longue durée et de chômage structurel.....	179
V.5. Investissement en TIC dans certains pays de l'OCDE .....	181
V.6. Investissement en capital-risque par stade de développement.....	182
V.7. Pourcentage de la population ayant atteint un certain niveau d'instruction, 2001 .....	184
V.8. Croissance de la productivité multifactorielle sur certaines périodes.....	187
V.9. Dépenses de R-D dans les pays de l'OCDE .....	189
VI.1. Flux d'IDE au sein de la zone OCDE.....	194
VI.2. Répartition des stocks d'IDE dans la zone de l'OCDE en 1998 .....	195
VI.3. Stocks d'IDE dans les pays de l'OCDE, années 80 et 90.....	196
VI.4. Activité des filiales étrangères dans certains pays de l'OCDE, années 90.....	198
VI.5. Part en pourcentage de l'emploi des filiales étrangères dans certains secteurs.....	199
VII.1. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1998/2000 : répartition selon diverses restrictions .....	207
VII.2. Configuration transsectorielle des restrictions à l'IDE, 1998/2000.....	208
VII.3. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1980-2000.....	209
VII.4. Évolution des restrictions à l'IDE dans certains secteurs, 1981-1998.....	209
VIII.1. Contributions des politiques et d'autres facteurs aux différences internationales entre les stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger, 1980-2000 .....	213
VIII.2. Activités des filiales étrangères et restrictions à l'IDE dans certains secteurs .....	215
VIII.3. Réglementation des marchés de produits et stocks d'IDE, 1990-1998 .....	217
VIII.4. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger .....	218
VIII.5. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger : possibilité d'améliorer l'intégration .....	220

## Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
–	Sans objet		

Résumé des prévisions<sup>a</sup>

	2002	2003	2004	2002		2003		2004	
				I	II	I	II	I	II
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
<b>PIB en volume</b>									
États-Unis	2.4	2.5	4.0	3.5	2.7	1.7	3.8	4.1	3.8
Japon	0.3	1.0	1.1	1.0	3.5	0.0	0.6	1.2	1.4
Zone euro	0.9	1.0	2.4	1.1	1.1	0.9	1.4	2.6	2.9
Union européenne	1.0	1.2	2.4	1.2	1.4	1.0	1.5	2.6	2.8
OCDE total	1.8	1.9	3.0	2.5	2.4	1.4	2.4	3.2	3.2
<b>Demande intérieure totale en volume</b>									
États-Unis	3.0	2.8	4.0	4.2	3.3	2.1	3.8	4.2	3.8
Japon	-0.3	0.5	0.4	-0.4	3.2	-0.6	-0.2	0.5	0.7
Zone euro	0.3	1.1	2.4	0.4	1.0	1.0	1.5	2.6	2.9
Union européenne	0.7	1.3	2.5	0.7	1.5	1.1	1.6	2.8	3.0
OCDE total	1.9	2.0	2.9	2.4	2.8	1.4	2.4	3.1	3.1
En pourcentage									
<b>Inflation<sup>b</sup></b>									
États-Unis	1.1	1.6	1.3	0.9	1.3	2.0	1.2	1.5	1.3
Japon	-1.7	-2.2	-1.8	-1.7	-2.6	-2.1	-1.8	-1.8	-1.8
Zone euro	2.4	1.9	1.7	2.5	2.1	1.9	1.8	1.6	1.6
Union européenne	2.5	1.9	1.8	2.8	2.1	1.9	1.9	1.8	1.8
OCDE <i>moins</i> la Turquie	1.4	1.3	1.2	1.5	1.2	1.5	1.2	1.2	1.2
OCDE total	2.1	1.7	1.4	2.0	1.7	1.9	1.5	1.4	1.3
En pourcentage de la population active									
<b>Chômage</b>									
États-Unis	5.8	6.0	5.8	5.7	5.8	6.0	6.1	5.9	5.7
Japon	5.4	5.7	5.7	5.3	5.4	5.6	5.8	5.7	5.7
Zone euro	8.2	8.8	8.7	8.1	8.3	8.7	8.8	8.8	8.6
Union européenne	7.6	8.0	7.9	7.5	7.7	8.0	8.1	8.0	7.9
OCDE total	6.9	7.2	7.0	6.8	7.0	7.1	7.2	7.1	6.9
En pourcentage du PIB									
<b>Balance courante</b>									
États-Unis	-4.8	-5.4	-5.5	-4.6	-5.0	-5.4	-5.4	-5.5	-5.5
Japon	2.8	3.1	3.9	3.0	2.6	2.9	3.4	3.8	4.1
Zone euro	1.1	1.4	1.4	0.9	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4
Union européenne	0.9	1.0	1.0	0.7	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9
OCDE total	-1.1	-1.2	-1.2	-1.0	-1.1	-1.2	-1.1	-1.1	-1.1
En pourcentage									
<b>Taux d'intérêt à court terme<sup>c</sup></b>									
États-Unis	1.8	1.4	3.0	1.9	1.6	1.3	1.4	2.6	3.5
Japon	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Zone euro	3.3	2.3	2.3	3.4	3.3	2.5	2.1	2.1	2.5
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
<b>Commerce mondial<sup>d</sup></b>									
	3.6	5.9	8.8	5.9	7.9	4.1	7.5	9.3	9.4

Note: Sauf pour le chômage et les taux d'intérêts, les données semi-annuelles sont désaisonnalisées, taux annuels.

a) Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

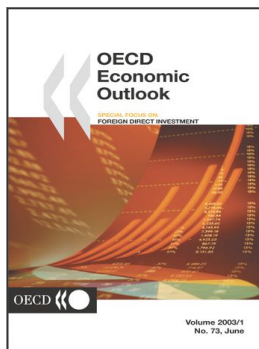
- les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;
- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 26 mars 2003 ; en particulier 1 dollar = 120.10 yen et 0.936 euros ;
- les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 4 avril 2003.

b) Indice implicite des prix du PIB, pourcentages de variation par rapport à la période précédente.

c) États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificats de dépôt de 3 mois ; zone euro : taux interbancaires à 3 mois. Voir encadré Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions.

d) Taux de croissance de la moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales de marchandises en volume.

Source : OCDE.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2003-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2003), « Royaume-Uni », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2003-1-9-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-9-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.